

ARRÊTÉ DU 18 DECEMBRE 2024

portant prolongation des mesures prises par l'arrêté n°2024-PM-0938 du 2 décembre 2024 relatif à la réglementation du stationnement pour les travaux à la cathédrale effectués par l'entreprise DEMOSTEN, rue du Cloître.

LE MAIRE DE LA VILLE DE LAON,

- VU** les dispositions du code général des collectivités territoriales, notamment celles en matière de police,
- VU** le code de la voirie routière,
- VU** le code de la route,
- VU** l'arrêté municipal du 15 janvier 2018 réglementant la circulation et le stationnement dans la ville de LAON ainsi que ceux le modifiant ou le complétant,
- VU** l'arrêté municipal n°2020/1470 du 26 mai 2020 portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric JOLY, 5^{ème} Adjoint, dans le domaine de la prévention des risques et de la sécurité,
- VU** l'arrêté n°2024-PM-0938 du 2 décembre 2024 portant réglementation du stationnement pour les travaux à la cathédrale effectués par l'entreprise DEMOSTEN, rue du Cloître, du 3 au 20 décembre 2024.

CONSIDÉRANT la demande de l'entreprise DEMOSTEN sise 68 avenue des Guillaeraies – 92000 NANTERRE tendant à obtenir la prolongation de l'autorisation d'interdire le stationnement pour les travaux de la cathédrale, rue du Cloître, jusqu'au vendredi 24 janvier 2025.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Les mesures prises par l'arrêté n°2024-PM-0938 du 2 décembre 2024 sont prolongées comme suit :

L'entreprise DEMOSTEN est autorisée à occuper le domaine public afin d'effectuer d'interdire des emplacements de stationnement pour le chantier de la cathédrale, rue du Cloître, jusqu'au vendredi 24 janvier 2025 à 18 heures.

ARTICLE 2 : Le stationnement des véhicules de toute nature sera interdit et réservé au permissionnaire sur 2 emplacements situés sur le Parvis Sud de la cathédrale, rue du Cloître, jusqu'au vendredi 24 janvier 2025 à 18 heures.

ARTICLE 3 : Les signalisations réglementaires en vigueur au code de la route et les pré-signalisations, en tant que de besoin, seront mises en place par l'entreprise chargée d'effectuer les travaux qui devra de même assurer un passage sécurisé aux piétons.

ARTICLE 4 : Le permissionnaire sera tenu pour seul responsable des incidents pouvant survenir du fait de négligence ou d'une insuffisance de protection.

ARTICLE 5 : Pendant toute sa durée de validité, le permissionnaire aura obligation d'afficher la présente autorisation.

ARTICLE 6 : Conformément à l'article R 421-1 du code de Justice Administrative, tout intéressé dispose d'un délai de deux mois pour contester cet arrêté auprès du tribunal administratif d'Amiens.

ARTICLE 7 : Le Directeur général des services de la ville de LAON, le Directeur départemental de la Police Nationale, ainsi que les agents placés sous leur autorité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 8 : Un original du présent arrêté sera conservé à la Police Municipale, un original sera transmis à l'intéressé. Une copie sera adressée à chaque membre chargé de l'exécuter, ainsi qu'au centre de secours principal, au centre hospitalier, aux transports urbains Laonnois, à la régie des transport de l'Aisne et au SIRTOM.

